

Vous avez dit «Agribashing» !

Un nouvel anglicisme est apparu depuis quelques mois dans le paysage audiovisuel français : l'agribashing. Ce terme à connotation négative est largement usité par les responsables de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA). En effet, ils n'hésitent pas à l'opposer en permanence à toute critique du modèle productiviste qu'ils défendent becs et ongles et clôture ainsi, séance tenante, toute forme de débat. Pour la FNSEA, questionner ce modèle de développement équivaut à un lynchage médiatique et à un dénigrement systématique dudit modèle agricole.

La ficelle est un peu grosse...



Pourtant le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) partage aussi cette analyse et définit officiellement l'agribashing comme « **un ensemble d'actions et d'opinions qui concourent au dénigrement et à la déconsidération de l'agriculture et des exploitations agricoles** ». Le MAA vole ainsi au secours de la FNSEA.

Donc, pour le MAA il n'existerait qu'un type d'agriculture et bien sûr c'est celui défendu par la FNSEA laquelle justifie l'utilisation massive de pesticides, l'importation tout aussi massive de soja OGM du Brésil et le tout à grand renfort de subventions européennes.

Le MAA oublie aussi les autres syndicats agricoles dont la Confédération paysanne qui défend une agriculture paysanne engagée dans l'agroécologie et qui promeut l'agriculture biologique comme le préconise le MAA et s'y oppose la FNSEA..

Ainsi donc, le MAA défendrait un modèle agricole, celui de la FNSEA, qu'il dit combattre par ailleurs ?

Une situation pour le moins ubuesque !

Tout ceci pourrait paraître bien ridicule et désolant s'il n'y avait pas la cellule DEMETER* créée par le Ministère de l'Intérieur (MI) en octobre 2019. En effet, le 13 décembre dernier, le ministre de l'intérieur, C. Castaner, est venu signer une convention avec la FNSEA dans une exploitation agricole du Finistère pour officialiser ce partenariat.

Pour le MI, désormais au service de la FNSEA, cette cellule apportera « **une réponse globale aux atteintes au monde agricole, qu'il s'agisse d'actes crapuleux ou d'actions de nature idéologique dont sont victimes nos agriculteurs** ».

Le MI aurait donc, dorénavant, la charge de combattre les actions dites de nature idéologique. En quelque sorte, une police de la pensée.

Pour le SNUITAM- FSU, tout ceci est inacceptable.

De plus, un diaporama explicatif produit par le MAA (DRAAF** Grand Est) sur le sujet de l'agribashing et la création de la cellule DEMETER est envoyé par la hiérarchie aux agent-es de certaines DDPP en les invitant à le consulter.

Les agent-es du MAA seraient-ils-elles aussi appelé-es à défendre l'agriculture productiviste, l'agrobusiness et la FNSEA ?

La question mérite d'être posée.

En outre, qu'advient-il quand des agent-es de DD(CS)PP, DDT(M) ou DRAAF engageront des poursuites à l'issue d'un contrôle où des non-conformités auront été relevées ou si ces agent-es prônent l'agroécologie, agriculture défendue par leur Ministère ?

Ces agent-es ne seront-ils accusé-es d'agribashing et signalé-es à la cellule DEMETER?

Le SNUITAM-FSU dénonce une privatisation des services de l'état au profit de certains lobbies qui sont, par ailleurs, opposés à la politique affichée officiellement par le MAA.

Enfin, le SNUITAM-FSU n'acceptera pas une dérive sécuritaire assimilant les détracteurs du système productiviste agricole à des délinquants qu'il faut empêcher de nuire.

DEMETER* :

- cellule créée par le MI destinée au suivi des atteintes au monde agricole.
- déesse grecque de l'agriculture ;
- forme d'agriculture biologique basée sur la biodynamie.

DRAAF** : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.